

# Participation des femmes aux processus de paix et de réconciliation au Mali

*Points de vue des citoyennes et des citoyens de Ségou, Mopti et Tombouctou*



Jenny Lorentzen

Nana Alassane Toure

Bassirou Gaye

# Participation des femmes aux processus de paix et de réconciliation au Mali

Points de vue des citoyennes et des citoyens de Ségou,  
Mopti et Tombouctou

Jenny Lorentzen

*Chercheuse doctorante au Peace Research Institute Oslo (PRIO),  
Norvège.*

Nana Alassane Toure

*Consultante indépendante, Mali.*

Bassirou Gaye

*Assistant de recherche, Mali.*



Peace Research Institute Oslo (PRIO)  
Hausmanns gate 3  
PO Box 9229 Oslo  
NO-0134 Oslo, Norvège  
Tél. +47 22 54 77 00  
[www.prio.org](http://www.prio.org)

PRIO encourage ses chercheurs, ainsi que les instituts de recherche qui lui sont affiliés, à publier leurs travaux dans des revues scientifiques et des ouvrages, ainsi que dans les collections de rapports, articles et notes d'orientation éditées par PRIO. Le processus d'édition de ces publications prévoit un examen succinct de leur qualité ; toutefois, PRIO ne cherche en rien à influencer les opinions politiques des auteurs. Nous encourageons nos chercheurs à participer activement aux débats publics et les laissons entièrement libres d'exprimer leurs opinions. Les hypothèses, théories, conclusions et opinions exprimées dans nos publications sont celles de leurs auteurs et ne représentent pas nécessairement les vues de PRIO.

© Peace Research Institute Oslo (PRIO), 2019.

Tous droits réservés. Cette publication ne peut être reproduite, stockée dans une base de données ou utilisée sous quelque forme et par quelque procédé électronique ou mécanique que ce soit — photocopie, enregistrement ou autre — sans l'autorisation écrite du ou des détenteurs du copyright.

ISBN : 978-82-7288-978-3 (version papier)

ISBN : 978-82-7288-979-0 (version électronique)

Maquette de couverture : [www.medicineheads.com](http://www.medicineheads.com)  
Photo de couverture : ONU/Harandane Dicko

Nous remercions toutes les femmes et tous les hommes qui ont participé à cette étude, ainsi que nos partenaires et amis au Mali pour leur soutien. Cette étude a été commandée par la Folke Bernadotte Academy.

# Table des matières

<b>Acronymes</b>	<b>5</b>
<b>1. Introduction</b>	<b>6</b>
<b>2. Méthodologie</b>	<b>9</b>
<b>3. Le contexte malien</b>	<b>10</b>
<b>3.1. Les droits des femmes au Mali</b>	<b>10</b>
<b>3.2. La participation des femmes aux processus de paix et de réconciliation</b>	<b>11</b>
<b>3.3. Tradition, culture et participation des femmes à la résolution des conflits</b>	<b>13</b>
<b>4. Conclusions tirées des groupes de discussion</b>	<b>14</b>
<b>4.1. Participation des femmes à l'Accord d'Alger et à sa mise en œuvre</b>	<b>14</b>
4.1.1. Manque de connaissances au sujet de l'Accord et de ses mécanismes de mise en œuvre	14
<b>4.2. Participation des femmes aux mécanismes locaux de gestion et de résolution des conflits</b>	<b>16</b>
4.2.1. Participation circonstancielle et irrégulière	16
4.2.2. Résolution de conflits : entre systèmes traditionnels et systèmes formels	18
4.2.3. Importance des rôles sexospécifiques	20
<b>4.3. Défis et perspectives concernant la participation significative des femmes</b>	<b>22</b>
4.3.1. Normes et pratiques relatives à la place des femmes dans la société	22
4.3.2. Encourager la participation des femmes	23
4.3.3. Autonomisation en faveur d'une paix et d'une réconciliation inclusives et durables	24
4.3.4. Connaissances limitées des cadres juridiques et politiques existants	25
4.3.5. Nécessité d'adapter la formation	26
<b>5. Conclusions et recommandations</b>	<b>28</b>
<b>Bibliographie</b>	<b>33</b>
<b>Annexe 1 : Guide d'animation du groupe de discussion</b>	<b>35</b>
<b>Annexe 2 : Liste des participants aux groupes de discussion</b>	<b>36</b>

# Acronymes

CADHP	Cour africaine des droits de l'Homme et des peuples
CAFO	Coordination des associations et ONG féminines du Mali
CEDEF	Convention sur l'élimination de toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes
CSA	Comité de suivi de l'accord
CVJR	Commission Vérité, Justice et Réconciliation
DDR	Désarmement, démobilisation et réintégration
FBA	Folke Bernadotte Academy
MINUSMA	Mission multidimensionnelle intégrée des Nations unies pour la stabilisation au Mali
ONG	Organisation non gouvernementale
ONU	Organisation des Nations unies
ONU Femmes	Entité des Nations unies pour l'égalité des sexes et l'autonomisation des femmes
PAN	Plan d'action national
PRIO	Peace Research Institute Oslo
RECOTRADE	Réseau des communicateurs traditionnels pour le développement
Résolution 1325	Résolution 1325 du Conseil de sécurité de l'ONU sur les femmes, la paix et la sécurité
RSS	Réforme du secteur de la sécurité

# 1. Introduction

Ce rapport présente les conclusions d'une étude consacrée à la participation des femmes aux processus de paix et de réconciliation déjà en cours au Mali. Celles-ci reposent essentiellement sur une série d'entretiens menés avec des hommes et des femmes rassemblés en groupes de discussion. Tous les entretiens ont été conduits à Ségou et à Mopti dans le centre du Mali, ainsi qu'à Tombouctou dans le nord du Mali, en décembre 2018. L'objectif de ces entretiens (voir encadré 1) était *d'identifier les facteurs concrets qui favorisent et/ou réduisent les chances qu'ont les femmes de participer de manière significative aux processus de paix et de réconciliation au Mali*. Pour remplir ces objectifs, nous avons cherché des exemples concrets illustrant la manière dont les hommes et les femmes soutiennent la participation des femmes aux processus de paix et de réconciliation à l'échelle locale.

*La participation significative des femmes* est considérée comme un élément essentiel de l'objectif global visant à créer les conditions favorables à une paix et une réconciliation inclusives et durables. Le concept de « participation significative » renvoie à l'idée selon laquelle « les femmes ne doivent pas seulement être présentes ; leurs préoccupations doivent être entendues et prises en compte, et elles doivent avoir l'occasion d'apporter leurs contributions et leur expertise, afin de garantir que la perspective du genre et les analyses sexospécifiques façonnent et influencent les processus de paix, et que leurs résultats soient utiles à toute la société ».<sup>1</sup> À cet égard, le présent rapport a pour objectif de faire la lumière sur les dynamiques locales de la participation significative des femmes en matière de prévention, résolution et gestion des conflits. Ce faisant, le but est d'émettre des recommandations quant à la manière d'encourager une plus grande participation des femmes aux processus de paix et de réconciliation au Mali.

En 2012, une **rébellion armée** éclata dans le nord du Mali, suivi d'un coup d'Etat militaire à Bamako. Depuis lors, le pays traverse une crise multidimensionnelle sans précédent, qui se caractérise par des éléments politiques, sécuritaires, économiques et humanitaires. Cette crise a considérablement touché les communautés qui vivent dans le centre et dans le nord du Mali et a détérioré les relations inter- et intracommunautaires, pourtant essentielles au fonctionnement optimal de l'économie locale.

Étant donné la violence physique, psychologique et symbolique que *les femmes maliennes* ont subie, celles-ci constituent l'un des groupes sociaux les plus profondément touchés par la crise actuelle. En effet, beaucoup de femmes ont été déplacées ou laissées pour compte lorsque leurs maris et leurs fils sont partis combattre. Actuellement, la situation sécuritaire empêche encore les femmes de se déplacer à travers le pays en toute sécurité : l'accès aux marchés leur est très difficile et leur capacité à s'organiser est limitée dans toutes les communautés.

À l'échelle nationale, le processus de paix a été guidé par *l'Accord pour la paix et la réconciliation au Mali issu du processus d'Alger* (ci-après dénommé « l'Accord d'Alger »), signé à Bamako en juin 2015 par le gouvernement malien et deux coalitions de groupes armés, après dix mois de négociations. L'un des principaux objectifs de l'Accord d'Alger est de mettre en place des cadres favorables à une paix durable et inclusive. Pour ce faire, plusieurs mécanismes ont été adoptés afin de faciliter sa mise en œuvre à l'échelle nationale et dans les régions du Nord. Parmi ces mécanismes se trouvent le Comité de Suivi de l'Accord (CSA), la Commission pour le Désarmement, la démobilisation et la réintégration (DDR), le Conseil National pour la Réforme du Secteur de la Sécurité (RSS), la

---

<sup>1</sup> ONU Femmes 2018, p. 11 (traduction des auteurs).

Commission Vérité, Justice et Réconciliation (CVJR) et la création d'Autorités Intérimaires et de Mécanismes Opérationnels Conjoints (MOC) dans les régions du nord du pays.

Constatation décevante, la *mise en œuvre de l'Accord d'Alger* a été lente et difficile. Le processus de paix menace de s'effondrer en raison d'affrontements permanents entre factions dans le nord du pays et de désaccords concernant des éléments essentiels de l'accord. La désignation des membres des autorités intérimaires dans les régions du Nord et les critères de sélection des ex-combattants qui participeront au processus de DDR ont causé un retard à plusieurs reprises.<sup>2</sup> Selon certains observateurs, l'accord donnerait la priorité au retour de l'autorité de l'État dans le nord du pays, que ce soit dans le domaine militaire ou dans celui de la sécurité, sans toutefois accorder l'attention due au rôle de l'État en matière de prestation des services de base dont la population a tant besoin. D'autres critiques récurrentes formulées à l'encontre du processus de paix mentionnent le manque d'inclusion des jeunes, des femmes, de la société civile et d'autres groupes marginalisés.<sup>3</sup> Enfin, étant donné que la mise en œuvre de l'accord de paix accuse un retard permanent, et que beaucoup de mécanismes de mise en œuvre relèvent du domaine militaire et du secteur de la sécurité, l'inclusion d'une frange plus large de la population dans les mécanismes de mise en œuvre à l'échelle locale semble avoir été limitée jusqu'à présent.

*La dégradation du contexte sécuritaire à Mopti et à Ségou, dans le centre du Mali*, est un deuxième facteur aggravant. Si l'Accord d'Alger concernait les régions du Nord, où la rébellion a été menée en 2012, les effets de la crise touchent de plus en plus le centre du pays, où les niveaux d'insécurité actuels sont supérieurs à ceux du Nord.<sup>4</sup> Cette dynamique a poussé les observateurs à parler du Mali en évoquant des crises multiples.<sup>5</sup> Par conséquent, de multiples processus de paix et de réconciliation sont en cours : le pays se relève de la crise et œuvre en faveur de la paix. Il est clair que le processus de paix et de réconciliation ne peut pas réussir si la situation dans le centre du pays n'est pas traitée. C'est pourquoi cette étude tente de prendre en compte ces considérations en incluant les points de vue des citoyennes et des citoyens de Ségou et de Mopti dans le centre du Mali.

Si le conflit observé dans le Nord trouve son origine dans les griefs formulés par les groupes rebelles à l'encontre de l'État malien, les conflits observés dans le centre du pays sont de nature inter- et intracommunautaire. Ce facteur pourrait éventuellement affecter la nature des processus de paix et de réconciliation au sein de différentes régions et communautés, et implique que la participation des femmes à ces processus doit aller au-delà de leur participation aux mécanismes définis par l'Accord d'Alger. C'est pourquoi *nous avons souhaité explorer la participation significative des femmes à l'échelle locale en étudiant deux aspects : d'une part, les mécanismes définis par l'Accord d'Alger et, d'autre part, les structures et mécanismes locaux identifiés par les participants aux groupes de discussion.*

Dans le cadre de cette analyse, nous établissons une distinction analytique entre le processus de paix et de réconciliation à l'échelle nationale et les multiples processus de paix et de réconciliation mis en place dans différentes communautés dans l'ensemble du pays. En matière de résolution des conflits, l'expression « structures et mécanismes locaux » s'entend des processus locaux de prévention, résolution et gestion des conflits, ainsi que de la manière dont les femmes et les hommes peuvent participer aux processus qui les touchent eux et leurs communautés. *Il est important de tenir compte des structures et mécanismes locaux de résolution des conflits, car ceux-ci sont profondément ancrés au sein des communautés locales et forment nécessairement un socle sur lequel doit reposer un engagement populaire plus important dans le cadre du processus de paix et de réconciliation mené à l'échelle nationale.*

<sup>2</sup> Boutellis et Zahar 2017, p. 40 ; Nations unies 2018.

<sup>3</sup> Boutellis et Zahar 2017.

<sup>4</sup> International Crisis Group 2019.

<sup>5</sup> SIPRI 2019, p. 1.



### **Encadré I. Objectifs**

- A. Identifier les facteurs qui favorisent et/ou réduisent les chances qu'ont les femmes de participer de manière significative aux processus de paix et de réconciliation au Mali ;
- B. Chercher des exemples illustrant la manière dont les hommes et les femmes soutiennent la participation des femmes aux processus de paix et de réconciliation à l'échelle locale ;
- C. Chercher des exemples de facteurs considérés comme essentiels en vue d'instaurer une paix et une réconciliation inclusives et durables.

## 2. Méthodologie

Les conclusions présentées dans ce rapport se fondent essentiellement sur des données empiriques collectées dans le cadre de six groupes de discussion organisés à Ségou, Mopti et Tombouctou, à raison de deux entretiens dans chaque localité, mobilisant ainsi une soixantaine de personnes au total.<sup>6</sup> Pour guider les entretiens, une trame de questionnaire (voir annexe 1) a été élaborée et testée au préalable dans le cadre d'un groupe de discussion organisé à Bamako. À la suite de cet exercice, quelques corrections ont été apportées à la trame. Celle-ci nous a permis d'identifier des thématiques communes et de mettre en évidence les différences notoires entre groupes de discussion.

Nous insistons sur le fait que nos conclusions reflètent les perceptions exprimées, qui reflètent elles-mêmes la composition des groupes de discussion. Chaque groupe était composé de 10 à 11 participants, et les hommes et les femmes étaient séparés pendant les discussions. Cette division sexospécifique des groupes était motivée par l'idée de mettre à l'aise les répondants, afin de leur permettre d'exprimer librement leurs opinions et leurs expériences. En effet, dans le contexte malien, l'expérience nous a montré que les femmes et les hommes peuvent être réticents à l'idée d'exprimer leurs points de vue lorsqu'ils sont rassemblés, surtout s'il s'agit de parler des droits des femmes.

Pour mieux identifier les domaines faisant l'objet de litiges, nous nous sommes efforcés d'inclure une diversité de points de vue et d'acteurs au sein des groupes de discussion. Ces groupes se composaient de représentants issus de plusieurs associations de jeunes et de femmes, d'étudiants, d'élus, de chefs coutumiers, de chefs de village, de membres de corporations traditionnelles et professionnelles comme RECOTRADE, ainsi que de personnes qui n'étaient membres d'aucune organisation ou association (voir annexe 2). Nous avons complété les données collectées lors des groupes de discussion par des sources écrites (documents politiques et documentation spécialisée). Celles-ci nous ont fourni des éléments contextuels supplémentaires, grâce auxquels nous avons pu interpréter les entretiens des groupes de discussion.

---

<sup>6</sup> Les langues utilisées pendant les entretiens étaient le français, le bambara (l'une des langues nationales du Mali, parlée par la majorité de la population malienne) et le songhaï (l'une des langues nationales du Mali, parlée principalement à Tombouctou et Gao). En plus du français, le bambara a été utilisé lors des entretiens en groupes de discussion à Ségou et Mopti, tandis que le songhaï a été utilisé à Tombouctou. Au vu des connaissances limitées de notre équipe en langue songhaï, nous avons demandé aux participants sachant parler le français et le songhaï de traduire certaines expressions utilisées par les autres répondants. Cette approche leur a donné l'occasion d'utiliser librement le français ou leur langue maternelle, afin de mieux exprimer leurs idées pendant les entretiens. Avec l'autorisation des participants, nous avons enregistré, puis retranscrit tous les entretiens à l'aide d'un dictaphone.

## 3. Le contexte malien

### 3.1. Les droits des femmes au Mali

D'un point de vue social et ethnique, la population malienne est diverse, et la société malienne fortement stratifiée et hiérarchisée en fonction de l'âge, du genre, de l'appartenance ethnique et du milieu socio-économique. Ces facteurs sociaux impliquent que le pouvoir se concentre entre les mains des hommes âgés, bien que les femmes représentent la moitié de la population malienne et que 48 % des Maliens aient moins de 15 ans.

De profondes inégalités structurelles entre hommes et femmes limitent la présence des femmes dans la sphère publique, et les femmes sont très à la traîne en matière d'éducation : 45 % des hommes sont alphabétisés, contre seulement 22 % des femmes. En revanche, les rôles joués par les femmes maliennes ne sont pas figés. La diversité interne de la société implique que les libertés et les limites imposées aux femmes varient en fonction de leur groupe social. À titre d'exemple, il est bien connu que les femmes issues des communautés touareg du Nord jouent un rôle prédominant, mais ce cas de figure est plutôt exceptionnel.<sup>7</sup>

Parmi les cadres juridiques et politiques concernant la participation des femmes aux processus de paix et de réconciliation, nous pouvons citer la Convention sur l'élimination de toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes (CEDEF) et le Protocole à la Charte africaine des droits de l'Homme et des peuples relatif aux droits des femmes en Afrique (Protocole de Maputo). En plus de ces documents, la Constitution du Mali de 1992 garantit l'égalité des droits reconnus à tous les citoyens, sans discrimination de genre. Le pays a adopté une politique nationale en matière de genre en 2010, mais les dispositions de cette politique n'ont pas complètement été mises en œuvre.

Le Mali a ratifié la CEDEF et le Protocole de Maputo sans réserve, mais la législation nationale relative aux droits des femmes reste un sujet controversé depuis plusieurs années. Si l'État malien est séculaire, plus de 90 % de la population est de confession musulmane et les principes de l'Islam influencent fortement les sphères personnelles et sociales. Au cours des vingt dernières années, certaines interprétations plus conservatrices de l'Islam ont gagné en notoriété au sein de la société malienne, et les chefs religieux ont commencé à exercer une influence sur la vie politique. Certains acteurs religieux s'opposent ouvertement aux efforts de promotion de l'égalité des genres et des droits des femmes ; ils ont d'ailleurs réussi à bloquer les réformes juridiques à plusieurs reprises. En 2009, une tentative de révision du Code de la famille a été bloquée par le Haut Conseil Islamique (HCI). Le HCI a mobilisé dans les rues d'importants mouvements de protestation contre les changements proposés — qui avaient été approuvés par l'Assemblée nationale — et a interdit au Président de signer la loi.<sup>8</sup>

Cela dit, il est important de souligner que les défenseuses et les défenseurs maliens des droits des femmes continuent de lutter contre les discriminations et en faveur de l'égalité devant la loi. Ils ont notamment porté l'affaire devant la Cour africaine des droits de l'Homme et des peuples (CADHP), dans le but d'exercer une contre-influence vis-à-vis du HCI. En mai 2018, la CADHP a jugé que le gouvernement malien ne respectait pas le Protocole de Maputo et a donc exigé qu'il amende sa législation. Cette décision a notamment mis en avant que le Code de la famille malien ne respecte pas les droits des femmes reconnus par le droit international. En effet, il autorise le mariage des

<sup>7</sup> CEIDES 2017, p. 10 ; Lackenbauer 2016, p. 30 ; CIA 2019.

<sup>8</sup> Diallo 2009.

adolescentes (à partir de 15-16 ans), ne requiert pas toujours le consentement pour qu'un mariage soit valide, et discrimine les femmes en matière d'héritage.<sup>9</sup>

### 3.2. La participation des femmes aux processus de paix et de réconciliation

L'agenda « Femmes, paix et sécurité » est un cadre politique international qui traite explicitement de la participation des femmes aux débats relatifs à la consolidation de la paix et aux efforts de résolution des conflits. Ce programme est constitué de neuf textes de résolution adoptés par le Conseil de sécurité de l'ONU entre 2000 et 2015. Son texte fondateur, la Résolution 1325 du Conseil de sécurité de l'ONU sur les femmes, la paix et la sécurité (résolution 1325), avait quant à lui été adopté en l'an 2000.<sup>10</sup>

C'est en 2012 que le Mali a lancé son premier Plan d'action national (PAN) pour mettre en œuvre la résolution 1325. Ce travail est pourtant peu connu et mis en œuvre, ce qui s'explique partiellement par le fait que son lancement a coïncidé avec le déclenchement de la crise en 2012. Le deuxième PAN a été lancé en 2015, pour la période 2015-2017, dans l'objectif global de promouvoir la participation des femmes à la mise en œuvre de l'Accord d'Alger. Cependant, ce deuxième PAN n'a pas bénéficié des moyens financiers nécessaires pour mener à bien son exécution. Lorsqu'ONU Femmes a évalué le travail réalisé en 2018, ils ont découvert que seulement 50 % des activités prévues avaient été conduites. Ce deuxième PAN a également rencontré des difficultés en ce qui concerne la manière de décentraliser ses engagements, pour passer de l'échelle nationale à l'échelle locale.<sup>11</sup>

Un troisième PAN est en cours d'élaboration, sous l'égide du Ministère de la Promotion de la Femme, de l'Enfant et de la Famille, avec le soutien d'ONU Femmes. Une équipe technique a été mise sur pied au sein de ce ministère dans le but de coordonner et de surveiller son élaboration et sa mise en œuvre. Un expert de la thématique des femmes, de la paix et de la sécurité, qui est détaché par la FBA, fait partie de cette équipe. Des points focaux ont été nommés au sein de chaque ministère affecté par le PAN et ils seront chargés de son mise en œuvre. La FBA soutient actuellement le renforcement des capacités de ces points focaux.

En décembre 2015, le Président malien a signé un décret établissant un quota de 30 % de nominations féminines au sein des institutions nationales et des organes législatifs. Cette initiative a été accueillie comme une victoire, le fruit de plusieurs années de lutte menée par de nombreux défenseurs des droits des femmes avec lesquels nous avons parlé au Mali, et il est important de souligner que ce décret a été signé en temps opportun. En 2015, le processus de paix n'avait proposé que peu d'éléments concernant l'inclusion des femmes, et le gouvernement malien faisait l'objet d'une attention accrue de la part des partenaires internationaux et des bailleurs de fonds, impatients de constater des avancées dans le domaine des droits des femmes. À ce jour, la loi sur les quotas a été appliquée, mais sans régularité. Les élections locales de Novembre 2016 et les nominations du cabinet ministériel qui ont suivi les élections présidentielles de 2018 ont certes respecté le quota des 30 %, mais ce n'est pas le cas du processus de paix et des entités et mécanismes qui lui sont affiliés. Ainsi, beaucoup de militants et d'observateurs restent sceptiques vis-à-vis de son degré d'application. Ils craignent que les dispositions de la loi ne soient pas bien connues au sein des populations.

<sup>9</sup> CADHP 2018.

<sup>10</sup> Résolutions du Conseil de sécurité de l'ONU sur les femmes, la paix et la sécurité : 1325 (2000) ; 1820 (2008) ; 1888 (2009) ; 1889 (2009) ; 1960 (2010) ; 2106 (2013) ; 2122 (2013) ; 2242 (2015) ; 2467 (2019).

<sup>11</sup> République du Mali 2019.

Les efforts visant à encourager la participation des femmes au processus de paix à l'échelle nationale ont largement été mis en œuvre à travers la *Plateforme des femmes leaders*. Établie à Bamako en 2014, avec le soutien de la MINUSMA, la Plateforme des femmes leaders est un réseau d'organisations de femmes qui collaborent dans le but d'influencer le processus de paix. Cette plateforme a été conçue afin d'aider les femmes à s'organiser en lien avec le processus de paix et à faire valoir leurs demandes en s'exprimant d'une seule voix. En outre, les membres peuvent se former par le biais de la plateforme. La MINUSMA a d'ailleurs soutenu plusieurs ateliers destinés aux femmes, dans le but de leur permettre d'échanger et de trouver un accord au sujet de leurs priorités. En somme, la Plateforme des femmes leaders a principalement servi de forum rassemblant les femmes qui s'impliquent activement au sein de la société civile, et qui assument des rôles bien établis au sein du mouvement féminin implanté dans la capitale.

Depuis la signature de l'Accord d'Alger, les militants (et notamment les membres de la Plateforme des femmes leaders) défendent l'idée selon laquelle les femmes doivent jouer un rôle plus important dans le suivi de la mise en œuvre de l'accord.<sup>12</sup> À cet égard, il faut souligner la création récente, en juillet 2018, d'un forum consultatif indépendant dirigé par des femmes, dans l'objectif de surveiller la mise en œuvre de l'accord de paix.<sup>13</sup> Pourtant, à ce jour, ce forum consultatif n'est pas encore opérationnel, et il n'a pas encore défini son mandat et ses méthodes de travail. Il a bel et bien le potentiel d'encourager la participation significative des femmes et l'intégration d'une perspective de genre dans le processus de paix, mais il a besoin d'un soutien financier et politique pour réaliser ce potentiel. Le forum devra s'assurer que son vivier de membres est représentatif, et que les préoccupations et l'expertise des femmes à l'échelle locale sont intégrées aux discussions. Par ailleurs, il devra également communiquer régulièrement avec les autres mécanismes du processus de paix (comme le Comité de suivi de l'accord et les comités qui travaillent sur la RSS et la DDR).

En ce qui concerne les questions de justice transitionnelle, une loi promulguée en 2018 a favorisé la compréhension, la réconciliation et la réintégration des auteurs des crimes commis pendant la crise de 2012, dans la mesure où ils exprimaient une authentique volonté de se repentir de ces crimes. Les seuls crimes auxquels cette loi ne s'applique pas sont les viols, les crimes de guerre et les crimes contre l'humanité. Ces crimes sont renvoyés devant la Cour pénale internationale (CPI), qui intervient au Mali depuis qu'elle a été sollicitée officiellement par le gouvernement en 2013, afin d'enquêter sur les allégations de crimes de guerre et crimes contre l'humanité commis depuis janvier 2012.<sup>14</sup> Si l'intervention de la CPI semble être une avancée prometteuse, la Cour n'a pas encore prononcé de condamnation à l'encontre des violences sexuelles liées au conflit, et notamment à l'encontre des crimes de viol. Il est particulièrement complexe de juger ce genre de crimes, en raison du manque fréquent de preuves physiques, et parce que les survivants sont souvent réticents à l'idée de témoigner.

La Commission Vérité, Justice et Réconciliation (CVJR) a le potentiel de jouer un rôle important à cet égard. Elle est le seul mécanisme de l'Accord d'Alger qui intègre clairement la perspective du genre dans son mandat et ses méthodes de travail. L'inclusion d'une expertise de la dimension de genre – grâce à l'arrivée de deux experts des questions de genre et de justice transitionnelle, détachés par ONU Femmes – a joué un rôle capital afin d'intégrer la perspective du genre au sein de la commission. La CVJR est une commission chargée d'enquêter sur les violations des droits humains (individuelles et collectives), et notamment sur celles commises contre femmes et enfants. Afin de collecter des témoignages, la CVJR a créé des bureaux régionaux dans tout le pays. Des

<sup>12</sup> Lorentzen 2017.

<sup>13</sup> Organisation des Nations unies 2018.

<sup>14</sup> Cour pénale internationale 2013.

employées y sont chargées de parler avec les femmes victimes de crimes. Ceci dit, à ce jour, la CVJR s'est contentée de collecter des témoignages ; ce qu'il doit en advenir n'a pas encore été clarifié.

### 3.3. Tradition, culture et participation des femmes à la résolution des conflits

Le pluralisme juridique est un aspect important de la société malienne : les systèmes traditionnels et conventionnels de justice et de résolution des conflits coexistent et s'appliquent de manière complémentaire. Certains systèmes coutumiers ont une portée et une influence à l'échelle locale et/ou régionale, et beaucoup de « Maliens sollicitent régulièrement les responsables locaux, comme les *chefs* de village et/ou les chefs religieux (musulmans, chrétiens, "traditionnels" ou "animistes"), pour qu'ils participent à la résolution des conflits ». <sup>15</sup> Ces mécanismes de gestion des conflits dits « traditionnels » jouent donc souvent un rôle très important au sein de la société. La plupart de ces systèmes coutumiers suivent les principes juridiques de l'Islam, notamment à l'égard du mariage, du divorce et de l'héritage. Dans certaines régions, les chefs musulmans désignent des experts en matière de jurisprudence islamique appelés *cadis*, qui sont chargés de guider et de conseiller les chefs. <sup>16</sup>

Les travaux déjà publiés au sujet du rôle des femmes dans la gouvernance locale en Afrique en général, et dans le contexte malien en particulier, révèlent que les femmes constituent souvent le groupe social le moins impliqué dans les mécanismes de gestion et de résolution des conflits. <sup>17</sup> Le manque d'implication des femmes trouve souvent son origine dans la répartition des rôles et des responsabilités en fonction du genre. Il se justifie par des raisons culturelles, religieuses et coutumières. Beaucoup de spécialistes considèrent que la dimension culturelle est un obstacle à la participation des femmes dans la sphère publique, car elle soutient des normes, des traditions et des croyances religieuses qui limitent les droits des femmes. <sup>18</sup>

---

<sup>15</sup> Soares 2009, p. 400 (traduction des auteurs).

<sup>16</sup> Soares 2009.

<sup>17</sup> Sadiki 2008, p. 14.

<sup>18</sup> Hamilton & Dama 2003, p. 5 ; ACORD 2016, p. 17.

## 4. Conclusions tirées des groupes de discussion

Les principales conclusions tirées des groupes de discussion sont présentées ci-dessous en trois sections distinctes :

1. La participation significative des femmes aux processus liés à l'Accord d'Alger et à sa mise en œuvre ;
2. Les perceptions des participants concernant la participation des femmes aux mécanismes locaux de résolution des conflits ; et
3. Les défis et les perspectives concernant la participation des femmes aux processus de paix et de réconciliation.

Après avoir approfondi ces thématiques, et pour conclure ce rapport, nous présenterons nos dernières réflexions ainsi qu'une série de recommandations visant à mettre en lumière les éventuels points d'entrée qui permettraient aux femmes maliennes de participer aux processus de paix et de réconciliation.

### 4.1. Participation des femmes à l'Accord d'Alger et à sa mise en œuvre

#### 4.1.1. Manque de connaissances au sujet de l'Accord et de ses mécanismes de mise en œuvre

Beaucoup de participants ont insisté sur le caractère limité de leur connaissance de l'Accord d'Alger et de ses différents mécanismes de mise en œuvre. Bien que tous les répondants aient clairement admis avoir entendu parler de l'Accord d'Alger, beaucoup d'entre eux ont souligné qu'ils n'étaient pas bien informés de son contenu et de ses multiples implications sociales, politiques, juridiques et territoriales.

*Parlons de la réalité malienne, quand on veut cacher une information, il faut la cacher dans un document. Les gens n'écoutent pas aussi par la radio ; la télé, n'en parlons pas. Les chaînes nationales, surtout l'ORTM, ne sont pas regardées par les femmes. Donc il faut aller dans les tontines<sup>19</sup> pour expliquer l'accord aux femmes.<sup>20</sup>*

De nombreuses personnes interrogées ont utilisé des mots indiquant que, selon elles, le contenu de l'Accord reste confiné à un « cadre élitiste » qui empêche les communautés les plus touchées par la crise de s'approprier le document. D'autres répondants ont déclaré que les femmes étaient les moins informées de tous les citoyens des trois localités ciblées par l'étude. Cependant, quelques participants ont pris soin de différencier les groupes de femmes, en soulignant que celles qui participent activement aux activités des ONG, de la société civile et des associations (nationales et internationales), ou qui sont fonctionnaires, sont mieux sensibilisées au contenu de l'Accord d'Alger.

---

<sup>19</sup> Groupes de femmes facilitant l'accès aux prêts et à l'épargne.

<sup>20</sup> Propos d'une participante de Ségou.

*Il faut d'abord comprendre l'accord, son contenu, pour ensuite chercher à savoir les mécanismes de sa mise en œuvre. Cela nécessite de sortir du cadre élitiste. Il faut aller vers les femmes, les vieux, les jeunes pour leur expliquer dans leur langue. Aller dans les ménages, auprès des femmes dans les cuisines.<sup>21</sup>*

Certains participants ont remarqué qu'il est essentiel d'informer correctement la population au sujet de l'Accord, afin d'instaurer une paix et une réconciliation durables et inclusives au sein de leurs communautés. Néanmoins, d'autres ont constaté que l'Accord souffre d'un manque de soutien général au sein de la population, ce qui pourrait refléter un faible degré d'appropriation de ses dispositions à l'échelle locale, surtout par les femmes. Cela pourrait également expliquer le manque d'enthousiasme exprimé par certains répondants vis-à-vis de l'accord et de ses mécanismes de mise en œuvre.

*Moi je pense que l'accord n'a pas été fait sur la base de la consultation des populations. Ce ne sont pas les femmes seulement qui ne sont impliquées. Personne n'est impliqué en fait. On ne sait pas qui est en train de faire quoi au nom de qui. On nous pousse au forcé aller, au forcé faire.<sup>22</sup>*

Du reste, beaucoup de participants ont avoué qu'ils ne connaissaient pas les mécanismes adoptés dans le but de mettre en œuvre l'Accord d'Alger. Certaines femmes ont déclaré qu'elles n'étaient même pas au courant de l'existence de ces mécanismes. D'après les personnes interrogées, la participation des femmes n'est significative dans aucun des mécanismes, et ce dans aucune des trois localités ciblées par cette étude.

*Sur la liste, il y a des femmes, mais au niveau du cantonnement, il n'y a pas assez de femmes. Je me suis bien renseignée. [...] au niveau régional, les autorités intermédiaires qu'ils sont en train de mettre place, il n'y a presque pas de femmes ; au niveau du cercle aussi, aucune femme.<sup>23</sup>*

Nous avons effectivement observé une légère différence de compréhension entre les participants des trois localités. À Mopti et Ségou, les hommes et les femmes avaient des difficultés à citer les mécanismes de l'Accord d'Alger existants. À Tombouctou, en revanche, plusieurs participants — parmi lesquels des femmes — ont été capables de nommer certains mécanismes de mise en œuvre et de parler du rôle des femmes au sein de ces mécanismes. Ceci s'explique par le fait que l'Accord d'Alger et ses mécanismes de mise en œuvre concernent surtout les régions du Nord.

## Principales conclusions

- La mise en œuvre de l'Accord d'Alger et le fait d'informer correctement le grand public de son contenu et de ses mécanismes seront des aspects essentiels de la paix et de la réconciliation.

<sup>21</sup> Propos d'un participant de Mopti.

<sup>22</sup> Propos d'un participant de Tombouctou.

<sup>23</sup> Propos d'une participante de Tombouctou.



- De manière générale, les femmes semblent moins bien connaître l'Accord d'Alger que les hommes.
- La participation des femmes n'est significative dans aucun des mécanismes de mise en œuvre de l'Accord d'Alger, et ce que les femmes savent de ces mécanismes est en général très limité.

## 4.2. Participation des femmes aux mécanismes locaux de gestion et de résolution des conflits

Comme indiqué dans l'introduction de ce rapport, il est nécessaire que la participation des femmes aux processus de paix et de réconciliation aille au-delà de leur participation aux mécanismes définis par l'Accord d'Alger et des activités mises en œuvre à l'échelle nationale. Cette section a donc pour objectif d'explorer la participation des femmes au sein des structures et mécanismes locaux, un phénomène identifié par les participants aux groupes de discussion. Dans la mesure où les structures et mécanismes locaux de résolution des conflits sont profondément ancrés au sein des communautés locales, ils forment nécessairement un socle sur lequel doit reposer un engagement accru de la population vis-à-vis du processus de paix et de réconciliation. La compréhension des formes de participation des femmes à ces mécanismes locaux peut servir de socle afin d'encourager davantage la participation significative des femmes aux processus de paix et de réconciliation.

### 4.2.1. Participation circonstancielle et irrégulière

Les participants aux groupes de discussion ont identifié plusieurs mécanismes formels et informels en matière de prévention ou de résolution des conflits au sein de leurs communautés. Parmi ces mécanismes, nous pouvons citer la négociation et la médiation, le dialogue, la médiation inter- et intracommunautaire, les activités de sensibilisation au sujet des effets destructeurs des conflits, ainsi que d'autres mécanismes qui reposent sur d'anciennes coutumes et caractéristiques sociales de la société malienne, comme le sanakouya.<sup>24</sup> La participation des femmes était toutefois perçue par beaucoup de répondants comme circonstancielle et irrégulière.

*[...] elles ne participent pas publiquement, mais elles participent [à travers] leur consultation par leur mari.<sup>25</sup>*

Dans les localités où les groupes de discussion ont été organisés, le choix d'un certain type d'acteur ou de mécanisme de résolution des conflits plutôt qu'un autre semble dépendre de la nature du conflit concerné. La participation des femmes à ces mécanismes est donc fortement perçue comme une variable qui dépend des circonstances spécifiques à un conflit donné, et non pas comme une pratique régulière et nécessaire.

*[...] Ça dépend du conflit. Si c'est avec les femmes, les femmes sont mobilisées. Les hommes aussi sont mobilisés pour les problèmes des*

<sup>24</sup> La sanakouya ou « cousinage à plaisanterie » permet d'interagir avec d'autres personnes comme s'il s'agissait de cousins ou de parents avec lesquels il est possible de plaisanter en toute familiarité ou d'échanger des insultes à caractère humoristique.

<sup>25</sup> Propos d'une participante de Ségou.

*hommes. Mais dans les villages, le conflit se gère suivant un processus et en fonction de son ampleur.<sup>26</sup>*

L'envergure et l'échelle du conflit peuvent également avoir une certaine influence sur les personnes qui seront impliquées dans le cadre de sa résolution. Les femmes sont plus souvent sollicitées en cas de conflit à plus petite échelle. Il semblerait également que, habituellement, les femmes ne participent qu'avec l'approbation des hommes et sous leur surveillance.

*Oui et non, parce que l'implication des femmes ne se fait pas directement comme le font les hommes. Chez nous les femmes sont un être de l'intérieur. Donc avec cette mentalité, elles ne s'affichent pas directement dans la gestion des conflits. Mais dans le RECOTRADE, il y a des femmes forgeronnes qui interviennent beaucoup, mais le plus souvent à la demande des hommes, ou leur intervention sera faite sous leur direction. En tout, elles ne peuvent pas intervenir sans que les hommes ne soient pas au courant même si c'est le mari qu'on informe. [...]<sup>27</sup>*

Si les entretiens montrent clairement que le potentiel des femmes en matière de résolution et gestion des conflits n'est d'habitude pas mis en exergue, nous avons également constaté que les femmes jouent des rôles importants lors de la résolution des conflits au sein de leurs communautés. Certains répondants ont souligné que les femmes s'impliquent dans des comités et des associations qui collectent des informations sur les situations qui peuvent provoquer un conflit. Grâce à ce travail, les femmes mettent en place des campagnes de sensibilisation et de médiation au sein de leurs communautés, afin de résoudre les conflits qui peuvent émerger ou qui ont déjà émergé. À cet égard, dans l'extrait qui suit, une participante de Mopti décrit son travail en réponse à une question sur la manière dont les conflits sont gérés au sein de sa communauté :

*Ce que moi je veux dire à ce niveau et qu'au niveau de la promotion de la femme, nous faisons des médiations communautaires, familiales. Nous travaillons avec les chefs chrétiens et musulmans. Si c'est un problème qui concerne les musulmans, nous allons faire recours aux chefs musulmans. Cela va de même pour les chrétiens. Généralement ce sont des gens beaucoup respectés au nom de leur âge et de leur rapport avec l'entourage. [Si] le problème est encore grave, nous avons des policiers et des juges qui peuvent intervenir. Nous faisons en sorte qu'il n'y ait pas d'emprisonnement. On fait recours au juge, mais pas dans le cadre de la justice.<sup>28</sup>*

Nous avons également remarqué que les interventions circonstancielles et/ou irrégulières des femmes sont possibles en certaines occasions, en raison de la souplesse des systèmes et

---

<sup>26</sup> Propos d'une participante de Ségou.

<sup>27</sup> Propos d'une participante de Mopti.

<sup>28</sup> Propos d'une participante de Mopti.

mécanismes locaux et de la réticence générale du grand public à résoudre les conflits par le biais du système judiciaire.

*Moi, je suis un membre d'une commission qui fait le constat des champs dévastés par les animaux domestiques. Une fois, il y a un monsieur qui est parti nous dire que son champ a été détruit par le bétail de telle personne. Après notre constat, la suite de l'affaire devait être gérée au tribunal. C'est à ce niveau que la sœur de lait du monsieur dont son champ a été détruit est intervenue pour que l'affaire ne soit pas conduite au tribunal. Elle m'a dit cette affaire n'ira pas au tribunal. Du coup, elle a appelé son frère devant moi pour lui dire de laisser tomber l'affaire au nom de leur fraternité et de son statut de femme. C'est comme ça que l'affaire a été laissée tomber. Le déplacement que moi j'ai fait a été payé et le monsieur a dit qu'il a définitivement pardonné. Tu vois comment la place de la femme est importante dans l'apaisement des problèmes.<sup>29</sup>*

### Principales conclusions

- Les femmes jouent des rôles importants en matière de résolution des conflits à l'échelle locale, mais leur participation est rarement mise en avant ; celle-ci reste en grande partie circonstancielle et irrégulière.
- Bien que la nature des mécanismes de résolution de conflits à l'échelle locale limite souvent la participation des femmes, elles peuvent tout de même intervenir en certaines occasions, du fait de la souplesse de ces systèmes et mécanismes locaux.

#### 4.2.2. Résolution de conflits : entre systèmes traditionnels et systèmes formels

Les participants aux groupes de discussion organisés dans les trois localités ciblées par l'étude ont expliqué qu'ils ont accès à des systèmes et mécanismes de résolution et gestion de conflits aussi bien traditionnels que formels.

*[...] S'il y a un problème : la famille intervient. Si ça dépasse la famille, le chef de quartier ou le chef de village peut intervenir. Au cas où ils n'arrivent pas à avoir une solution, la mairie est consultée. Quand ça dépasse cela, l'affaire vient au tribunal.<sup>30</sup>*

L'idée exprimée dans ce passage était largement partagée par les autres participants des trois localités ciblées par l'étude, ce qui montre que les dynamiques de gestion des conflits peuvent suivre

<sup>29</sup> Propos d'un participant de Ségou.

<sup>30</sup> Propos d'une participante de Ségou.

un processus fait de plusieurs étapes, allant de la famille à l'entité juridique. Nonobstant, selon les témoignages présentés dans cette étude, très peu de conflits finissent par être portés devant les tribunaux.

*Dans nos communautés, quand il y a un problème [...], ce sont les parents qui essaient de trouver la solution, d'enterrer le problème sans que les autres ne le sachent. S'ils voient que ça ne va pas, ils vont voir une personne respectable dans le quartier, ou l'imam de la mosquée où ils prient. Maintenant, si ça dépasse ce niveau, on fait référence au cadi.<sup>31</sup> Le cadi est choisi pour une zone bien déterminée. Chaque cadi gère le problème de sa localité. Il arrive que le problème dépasse la compétence du cadi. Si c'est beaucoup trop compliqué pour lui, il transfère le problème au niveau de la justice. Mais, c'est le consensus qui est privilégié. Le dossier qui arrive à la justice, c'est vraiment un cas extrêmement grave.<sup>32</sup>*

Pour éviter de porter un conflit devant les tribunaux, les participants ont expliqué que plusieurs acteurs peuvent être sollicités afin de trouver des solutions au préalable. Parmi ces acteurs, il y a les membres de RECOTRADE, les chefferies traditionnelles, les chefs religieux et les cadis. L'intervention des acteurs de RECOTRADE est particulièrement visible à Ségou et Mopti. À Tombouctou, en revanche, les cadis jouent un rôle plus important en matière de prévention et de gestion des conflits.

Les interactions entre systèmes traditionnels et formels de résolution et gestion des conflits ont gagné en importance après le déclenchement de la crise de 2012. Depuis, les mécanismes traditionnels ont été revalorisés et la tendance consistant à solliciter les autorités traditionnelles afin de prévenir, gérer et résoudre les conflits est à la hausse. Ceci se révèle particulièrement vrai pour les conflits liés au foncier et à la vie maritale. Toutefois, l'augmentation des interférences entre les systèmes traditionnels et formels de résolution de conflits pourrait avoir des effets négatifs pour les femmes si ces mécanismes et acteurs traditionnels ne respectent pas leurs droits.

Il est probable que ce phénomène de revalorisation soit lié à la crise et à l'affaiblissement des institutions étatiques. Cela permet ainsi aux mécanismes et institutions traditionnels de fleurir dans son sillage. Ces évolutions pourraient éventuellement constituer un obstacle à la participation significative des femmes aux processus de paix et de réconciliation, car les structures traditionnelles dévalorisent parfois le rôle et les droits des femmes. Dans ce contexte, il serait donc nécessaire que les acteurs œuvrant dans le but d'encourager la participation des femmes utilisent l'analyse du genre afin de concevoir leurs programmes et de les mettre en œuvre, et qu'ils anticipent leurs effets sur la participation des femmes.

### Principales conclusions

- La revalorisation des mécanismes de résolution de conflits traditionnels et une tendance à la hausse consistant à solliciter les autorités traditionnelles

<sup>31</sup> Les cadis sont des acteurs religieux qui endossent traditionnellement le rôle de juge. Leur jugement repose sur les principes de l'Islam.

<sup>32</sup> Propos d'un participant à Tombouctou.

pourraient être des facteurs qui empêchent les femmes de participer aux processus de paix et de réconciliation de manière significative.

#### 4.2.3. Importance des rôles sexospécifiques

Comme nous l'avons vu, les participants ont certes souligné que le potentiel des femmes en matière de résolution et gestion des conflits est rarement mis en avant, mais ils ont également été en mesure de citer plusieurs exemples de femmes contribuant à la résolution de conflits au sein de leurs communautés. Dans le cadre de nos entretiens, plusieurs répondants — femmes et hommes — ont également insisté sur le fait que les femmes, en raison de leurs rôles sexospécifiques, peuvent jouer un rôle dans les dynamiques des conflits à l'échelle locale. Ce rôle pourrait être aussi bien constructif que destructif vis-à-vis de la paix. Selon les participants, si les femmes sont parfois invisibles, elles n'en sont pas moins importantes. Ils ont notamment souligné la manière dont les rôles et les responsabilités des hommes et des femmes sont perçus, et comment ceux-ci peuvent être utilisés dans les conflits au Mali pour inciter à la violence.

*Je suis dans un groupe WhatsApp [...]. Dans ce groupe, les femmes incitent à la violence en disant aux hommes qu'ils ont beaucoup parlé, que leur parole a duré, qu'il faut qu'ils agissent en prenant des armes pour défendre leurs proches [...].<sup>33</sup>*

Ce témoignage suggère que les femmes peuvent promouvoir la paix aussi bien que le conflit, dans la mesure où elles exercent un pouvoir accepté sur le plan social au sein de beaucoup de sociétés, ce qui leur permet d'envenimer ou d'apaiser tous les conflits. De manière assez surprenante, étant donné la position marginalisée de la plupart des femmes dans la société malienne, cette idée a été validée par beaucoup d'acteurs rencontrés sur le terrain.

*Dans notre société, la femme est la clé de la guerre et de la paix. Si vous voulez la guerre, c'est elle qui est en train de pousser l'homme à faire la guerre et c'est elle aussi qui est en train de pousser l'homme à faire la paix. C'est vrai que c'est l'homme qui est en train d'agir, mais c'est la femme qui est toujours pour le pousser.<sup>34</sup>*

Selon cette logique, les femmes auraient le pouvoir de mettre fin aux conflits et aux hostilités inter- et intracommunautaires. C'est pourquoi certains participants ont suggéré que les communautés doivent utiliser le pouvoir des femmes en matière de prévention et de résolution de conflits.

*[...] Dans les milieux où l'armée est en train de tuer des familles, des enfants, des innocents. Parfois, les femmes sortent pour dire aux hommes qu'ils ne sont pas des hommes en disant que des gens viennent nous tuer sans réaction de vous. L'homme, il est vraiment sensible à ça surtout si*

<sup>33</sup> Propos d'une participante de Mopti.

<sup>34</sup> Propos d'une participante de Tombouctou.

*c'est de la vérité. [...] Il y a des jeunes filles qui disent aux jeunes hommes, vous n'êtes pas des hommes accomplis, car vous n'avez pas de moto, de voiture. Une jeune fille dit : toi, tu n'es rien ; tu n'as pas ça, tu manques, etc. Donc le jeune homme aussi part faire des braquages, des vols ; prendre pour apporter des choses. [...] là si la mentalité des femmes change vers la paix, vers la réconciliation, si elle voit l'homme en train de faire des braquages, de mauvais actes, elle va dire : toi, tu n'es rien, tu es en train de voler. Tout de suite, il va l'abandonner.<sup>35</sup>*

D'un côté, ces déclarations peuvent être interprétées comme des propos mettant au jour le potentiel inexploré des femmes, qui exige que les communautés et les chefs reconnaissent et soutiennent les contributions des femmes en matière de résolution des conflits. Par ailleurs, ces déclarations reconnaissent également que les femmes sont parties prenantes aux conflits, ce qui implique qu'elles pourraient éventuellement saboter le processus de paix et de réconciliation si elles en étaient exclues. En d'autres mots, la participation des femmes est absolument capitale afin de garantir le caractère durable des processus de paix et de réconciliation.<sup>36</sup>

D'un autre côté, selon ces propos, les hommes seraient des acteurs relativement passifs, dont le comportement serait en grande partie dicté par les femmes. De précédents travaux ont montré que ce genre de notions sont communes à beaucoup de pays et de régions, tout en mettant en évidence que la plupart des femmes sont tout de même invisibles et n'ont pas voix au chapitre.<sup>37</sup> De tels propos risquent donc d'être utilisés dans l'intention de valider ou d'encourager l'exclusion des femmes des processus de paix et de réconciliation, en reflétant de fausses idées sur la participation et le rôle des femmes en ce qui concerne la promotion du conflit ou de la paix, et en suggérant que les femmes seraient celles qui dictent aux hommes ce qu'ils doivent faire. Ceci souligne l'impact des rôles sexospécifiques sur les conflits et la paix, ainsi que l'importance d'encourager la construction d'identités et de comportements non violents chez les femmes et chez les hommes.

### Principales conclusions

- Les rôles sexospécifiques constituent un facteur sous-jacent qui peut être utilisé afin d'encourager la violence ou la paix. D'après les participants, les femmes maliennes ont le potentiel de jouer un rôle productif ou destructif vis-à-vis de la paix.
- En raison de l'influence qu'exercent les femmes sur les dynamiques des conflits, leur participation aux processus de paix est essentielle aux fins de garantir une paix et une réconciliation durables.

<sup>35</sup> Propos d'un participant de Tombouctou.

<sup>36</sup> Voir également Lackenbauer et al. 2016.

<sup>37</sup> Fink, Zeiger & Bhulai 2016, p. 19.

### 4.3. Défis et perspectives concernant la participation significative des femmes

À un niveau plus élémentaire, les inégalités de genre et les rôles des femmes et des hommes dans la société conditionnent la participation significative des femmes. Les défis et perspectives présentés dans cette section mettent en évidence qu'il est important de donner aux femmes l'occasion de formuler et d'exprimer leurs contributions, de sorte que leurs préoccupations soient entendues et prises en compte.

#### 4.3.1. Normes et pratiques relatives à la place des femmes dans la société

Les entretiens que nous avons menés ont fait la lumière sur certaines normes et pratiques liées à la tradition/culture et à la religion, qui représentent autant de difficultés éventuelles vis-à-vis de la participation des femmes en matière de prévention, gestion et résolution des conflits à l'échelle locale. À titre d'exemple, certaines autorités traditionnelles et religieuses sont réticentes à l'idée de faire participer les femmes. Cette réticence n'est pas ouvertement exprimée. Elle se manifeste plutôt par le fait que ces autorités n'encouragent pas explicitement la participation des femmes et font preuve de peu d'enthousiasme à l'idée de promouvoir leur participation.

*[...] les organisations traditionnelles, les autorités traditionnelles ne sont pas intéressées au recours des femmes pour la résolution des problèmes.*<sup>38</sup>

Les répondants expliquent cette réticence en se référant essentiellement aux pratiques et croyances coutumières et religieuses. Selon la tradition, les femmes appartiennent au foyer, et non pas à la sphère publique. Certains acteurs vont plus loin dans l'application de cette logique de manière à justifier que les femmes ne devraient pas participer aux affaires publiques ou à des activités en dehors du foyer. Si une femme se lance dans ce genre d'activités, sa famille (habituellement son mari, son père ou son frère) doit d'abord donner son accord, qui est souvent improbable. Un participant de Tombouctou nous a expliqué la chose suivante :

*[...] moi je pense qu'il y en a [réticences] surtout les religieux pour des questions religieuses, mais il y a aussi les questions culturelles. Nous, les Tamacheq, nous disons la femme est la culotte de l'homme. Si elle est touchée, violée, c'est comme si la culotte est touchée. Donc pour éviter ça, on préfère qu'elle ne se mêle pas des affaires extérieures. On la maintient dans le foyer.*<sup>39</sup>

Ces exemples montrent que les hommes ont un rôle essentiel à jouer afin d'encourager la participation des femmes. Nous remarquons que les hommes peuvent promouvoir la participation des femmes en tant que maris, frères et pères. Ceci dit, et peut-être même plus important encore, les acteurs traditionnels et religieux sont d'importants gardiens, qui doivent être encouragés de se positionner en faveur de la participation des femmes. Dès lors que ces autorités sont respectées au sein de leurs communautés, leur soutien peut potentiellement favoriser un changement des comportements et des pratiques de la communauté.

<sup>38</sup> Propos d'un participant de Mopti.

<sup>39</sup> Propos d'un participant de Tombouctou.

### Principales conclusions

- Les normes, les pratiques et les croyances traditionnelles et religieuses relatives aux rôles joués par les femmes dans la société sont considérées comme des facteurs qui entravent leur participation aux processus de paix et de réconciliation.
- Les autorités traditionnelles et religieuses et les hommes de la famille peuvent aider à favoriser la participation des femmes aux processus de paix et de réconciliation.
- Il est capital de s'assurer du soutien des autorités traditionnelles et religieuses et des hommes de la famille dans l'objectif d'encourager la participation des femmes aux processus de paix et de réconciliation.

#### 4.3.2. Encourager la participation des femmes

Les personnes interrogées ont indiqué que le soutien aux réseaux féminins et leur consolidation sont l'occasion d'encourager la participation significative des femmes aux processus de paix et de réconciliation. Le renforcement et la consolidation des associations et réseaux féminins pourraient permettre aux femmes de mettre au point des stratégies de résolution de conflits efficaces, en collaboration avec les hommes, ainsi que de créer un climat inclusif et participatif favorable aux processus de paix et de réconciliation déjà en cours au Mali.

Les participants des trois localités ciblées par l'étude ont souligné qu'un certain nombre d'acteurs nationaux et internationaux se positionnent en faveur de la participation des femmes aux processus de paix et de réconciliation, et ont identifié différentes organisations de la société civile et des droits humains, ainsi que des associations de femmes d'envergure locale, régionale et nationale. Entre autres, les répondants ont notamment cité la Coordination des associations et ONG féminines du Mali (CAFO), qui est la plus grande organisation faîtière des associations de femmes du Mali ; celle-ci rassemble également de petites associations, présentes en grand nombre dans tout le pays.

*[...] les petites associations à travers des réseaux agissent aussi.<sup>40</sup>*

Les personnes interrogées ont également insisté sur le travail réalisé par le gouvernement malien au travers de ses institutions chargées des dossiers relatifs aux femmes, comme le ministère de la Promotion de la Femme, de l'Enfant et de la Famille. Enfin, elles ont cité les ONG nationales et internationales, ONU Femmes et la MINUSMA, ainsi que d'autres partenaires et bailleurs de fonds internationaux.

*Il y a la CAFO, les ONG, les organisations féminines. Certains partenaires exigent même la participation des femmes pour bénéficier de leur financement.<sup>41</sup>*

Plusieurs participants ont remarqué que certains partenaires proposent des financements à condition que les femmes participent. Nous ne sommes pas en mesure d'évaluer les effets de cette

<sup>40</sup> Propos d'une participante de Tombouctou.

<sup>41</sup> Propos d'un participant de Mopti.



pratique sur la base des entretiens menés en groupes de discussion, mais il apparaît clairement que les participants considèrent que cette pratique encourage la participation des femmes.

De manière générale, nous avons également remarqué que les activités censées encourager la participation des femmes prennent souvent la forme de campagnes de sensibilisation, de plaidoyer et de formation. Si ces activités et programmes permettent de relever certains défis relatifs à la participation des femmes, ils n'encouragent pas nécessairement la participation significative de tous les groupes de femmes. Sur la base des entretiens menés et de nos propres observations, nous constatons que ces encouragements ont tendance à être adressés aux femmes « actives », autrement dit, à des femmes appartenant à une certaine catégorie associative ou professionnelle. Beaucoup de femmes, comme celles qui se dévouent à leur foyer (volontairement ou non), semblent être oubliées.

### Principales conclusions

- L'existence d'organisations et de réseaux qui encouragent la participation des femmes est un facteur qui contribue de manière positive aux processus de paix et de réconciliation. Le fait de renforcer davantage les associations et réseaux féminins pourrait permettre de faire tomber les barrières qui font obstacle à la participation des femmes.
- Les campagnes de sensibilisation, le plaidoyer et les formations doivent s'efforcer de toucher tous les groupes de femmes.

#### 4.3.3. Autonomisation en faveur d'une paix et d'une réconciliation inclusives et durables

De nombreux participants considèrent qu'il est nécessaire d'autonomiser les femmes dans l'objectif d'instaurer une paix et une réconciliation inclusives et durables au sein de leurs communautés. Aussi, plusieurs répondants ont insisté sur le fait que l'autonomisation des femmes — et notamment leur sensibilisation et leur éducation, ainsi que le fait de mettre l'accent sur les rôles des femmes — contribuera de manière positive à la participation des femmes aux processus de paix et de réconciliation.

*Considérer la femme comme un élément qui constitue [la société]. Les hommes et les femmes constituent la société. Elle a un rôle à jouer. Lui donner la possibilité d'aller à l'école, de s'exprimer. [...]*<sup>42</sup>

Aucun répondant n'a cité d'exemple spécifique illustrant l'implication des hommes en faveur de la participation des femmes, même si cela ne signifie pas que les hommes sont complètement absents des initiatives qui encouragent la participation des femmes. Il est plus pertinent de dire que ces exemples n'ont simplement pas été abordés. Il est possible que les participants aient pensé qu'il était plus important de communiquer sur d'autres aspects, ou qu'un tel soutien n'est pas très visible au sein de leurs communautés. Néanmoins, les entretiens mettent en avant l'idée selon laquelle les hommes ont d'importants rôles à jouer en faveur de la participation des femmes. Différentes options pourraient permettre de donner aux hommes les moyens d'encourager la participation des femmes, notamment en les sensibilisant.

<sup>42</sup> Propos d'un participant de Tombouctou.

*Certains hommes n'acceptent pas que leurs femmes sortent tout le temps.*

*Mais avec la sensibilisation, les hommes commencent à comprendre.<sup>43</sup>*

### **Principales conclusions**

- L'autonomisation des femmes a été identifiée comme un facteur nécessaire à l'instauration d'une paix et d'une réconciliation durables et inclusives.
- Les comportements des femmes et des hommes qui constituent des obstacles à la participation des femmes peuvent être influencés de manière positive par des activités de sensibilisation.

#### **4.3.4. Connaissances limitées des cadres juridiques et politiques existants**

À un niveau élémentaire, il est clairement ressorti des groupes de discussion que beaucoup de participants ne savent pas grand-chose des textes et cadres juridiques et politiques nationaux et internationaux, et notamment des conventions, des traités et des lois relatives aux droits des femmes et à leur participation à la prévention, la résolution et la gestion des conflits. Ce manque de connaissances définit le point de départ de tout effort visant à encourager la participation des femmes au processus de paix.

Pour le reste, nous remarquons que les répondants ne disposent pas de connaissances suffisantes au sujet de l'agenda « Femmes, paix et sécurité », ce qui valide les conclusions formulées par l'agence ONU Femmes, selon lesquelles les anciens PAN n'ont pas été correctement diffusés à l'échelle locale. Sur ce point, les participants ont répété que ce manque de connaissances était particulièrement sévère parmi les femmes qui n'appartiennent à aucune association ou organisation qui pourrait leur donner accès à des initiatives de formation.

*Je suis la seule à avoir fait des formations sur la 1325. Je suis dans des associations qui me permettent de bénéficier de plusieurs formations. Tu vois que les femmes ont vraiment besoin des formations et des informations sur les conventions, sur les textes, sur les lois qui parlent d'elles.<sup>44</sup>*

Ce manque de connaissances est évident chez les femmes aussi bien que chez les hommes. Si ce sont le plus souvent les femmes qui sont ciblées par les actions de diffusion visant à les informer de leurs droits, il est également nécessaire de cibler les hommes afin de leur transmettre des informations sur les textes et instruments pertinents concernant les droits des femmes. De telles actions peuvent influencer les comportements relatifs à la participation des femmes et apporter aux femmes et aux hommes les connaissances nécessaires pour opérer des changements au niveau des pratiques et des mécanismes de résolution de conflits en place au sein de leurs communautés.

---

<sup>43</sup> Propos d'une participante de Ségou.

<sup>44</sup> Propos d'une participante de Tombouctou.

### Principales conclusions

- Les hommes et les femmes ne disposent pas de connaissances suffisantes au sujet des cadres juridiques et politiques (nationaux et internationaux) relatifs aux droits des femmes.
- La tendance montre que les actions de diffusion et les campagnes d'information sur les droits des femmes et la résolution 1325 ciblent essentiellement les femmes qui sont membres d'associations et d'organisations.
- Le fait d'informer les femmes et les hommes sur les droits des femmes peut les encourager à modifier leurs comportements, ce qui pourra favoriser des changements de pratiques dans un deuxième temps.

#### 4.3.5. Nécessité d'adapter la formation

Dans chacune des trois localités ciblées par l'étude, plusieurs participants ont soulevé le problème de la formation et des ateliers spécifiquement dédiés à la promotion de la participation des femmes aux processus de paix et à la sensibilisation au contenu de l'Accord d'Alger. De leur point de vue, l'autonomisation des femmes et la revalorisation de leurs rôles et de leurs contributions en matière de résolution des conflits pourraient avoir un impact positif sur les négociations de paix et les processus de résolution de conflit en cours. Comme nous l'avons vu dans la section précédente, les répondants constatent également que des formations et les ateliers ciblant les femmes seraient utiles afin de développer la connaissance sur les droits des femmes et de l'Accord d'Alger.

Selon certains participants, les femmes doivent avoir l'occasion de se former de la même manière que les hommes. Le témoignage suivant souligne l'idée selon laquelle la participation des femmes peut prendre différentes formes, et que le fait de leur proposer une formation adaptée peut être un facteur qui conditionne le caractère significatif et efficace de la participation des femmes. Selon ce répondant, il est problématique de ne pas proposer aux femmes une formation adaptée.

*Le problème est que les hommes sont formés et les femmes généralement non. Donc, il faut former les femmes au même titre que les hommes. C'est ce qui manque. On implique les femmes, mais on ne prépare pas leur implication, on ne les forme pas dans ce sens.<sup>45</sup>*

Par ailleurs, plusieurs répondants se sont plaints des cadres de formation existants, qui ne sont pas bien adaptés aux réalités du milieu dans lequel vivent leurs communautés, et ne donnent pas suffisamment de temps aux participants afin qu'ils puissent s'approprier les thèmes des modules de formation. De fait, les femmes ne parviennent pas à s'approprier le contenu des formations. C'est ce qu'explique cette participante, qui a suivi une formation sur la résolution 1325 :

*[...] Le problème est que les formations qui doivent être faites dans une période d'une semaine se font dans deux jours et c'est fini. Donc ça ne peut pas être bien compris malheureusement. Les formateurs mélangent*

<sup>45</sup> Propos d'un participant de Ségou.

*tout dans un espace de deux jours. Donc il faut vraiment revoir la durée des formations pour que les modules soient bien compris.*<sup>46</sup>

Certains participants se sont inquiétés du fait que les formations destinées aux femmes ciblent habituellement celles qui sont membres d'associations et d'organisations, ou celles qui sont fonctionnaires. Les femmes qui ne font pas partie de ces groupes sont souvent négligées et donc ne bénéficient pas des avantages de la formation, de la sensibilisation ou des actions de plaidoyer.

*Nous nous sommes intéressés toujours aux mêmes dames des associations, aux mêmes dames des organisations. Il faut qu'on sorte de ce schéma pour bien disséminer l'accord. Aller dire aux dames dans leur cuisine que l'accord n'est pas pour les Touaregs, les rebelles, mais pour tous les Maliens. [...] lorsqu'on va rester dans les ateliers, dans les foras, l'accord restera toujours dans les mains des femmes des associations, des groupements, des organisations.*<sup>47</sup>

Ainsi, l'organisation de formations et d'ateliers a été identifiée comme un facteur favorable à la participation significative des femmes aux processus de paix et de réconciliation. Pour ce faire, il est toutefois important que les formations ciblent aussi bien les femmes que les hommes, ainsi que les différents groupes de femmes. De plus, le contenu des formations, leur conception et leur enseignement doivent être adaptés aux besoins et aux réalités du milieu local.

### **Principales conclusions**

- La formation et le renforcement des capacités visant à encourager la participation des femmes aux processus de paix et à les sensibiliser au contenu de l'accord de paix ont été identifiés comme des facteurs favorables à la participation significative des femmes.
- Les acteurs qui dispensent la formation doivent s'efforcer de cibler aussi bien les femmes que les hommes, de sorte que la sélection des participants n'exclut pas les principaux groupes.
- Les formations doivent être adaptées aux besoins et aux réalités du milieu local. Les hommes et les femmes devraient pouvoir bénéficier des mêmes formations.

---

<sup>46</sup> Propos d'une participante de Mopti.

<sup>47</sup> Propos d'un participant de Mopti.

## 5. Conclusions et recommandations

L'objectif de ce rapport était d'identifier les facteurs concrets qui favorisent et/ou réduisent les chances qu'ont les femmes de participer de manière significative aux processus de paix et de réconciliation au Mali. Notre analyse a tenté de faire la lumière sur les dynamiques locales ayant un impact sur la participation significative des femmes en matière de prévention, résolution et gestion des conflits. Ce faisant, notre but était d'émettre des recommandations quant à la manière d'encourager davantage la participation des femmes aux processus de paix et de réconciliation au Mali. D'après les résultats que nous avons obtenus, il est nécessaire de prendre en compte les spécificités des processus de paix maliens, ainsi que certaines conditions plus élémentaires liées aux inégalités de genre dans le pays.

L'une des principales conclusions de ce rapport concerne la *mise en œuvre de l'Accord d'Alger* et de ses mécanismes. Il s'avère que le contenu et les éventuelles implications de cet accord sont peu connus des répondants qui ont participé à cette étude. Cette remarque est également valable pour ses mécanismes de mise en œuvre, dont la notoriété est faible, et au sein desquels la participation des femmes reste faible, tant à l'échelle nationale que locale.

En ce qui concerne chacun des mécanismes définis par l'Accord d'Alger, nous remarquons le potentiel — largement inexploité à ce jour — de la *Commission Vérité, Justice et Réconciliation (CVJR)* vis-à-vis des processus de paix et de réconciliation au Mali. Nous recommandons ainsi qu'une attention et un soutien soient accordés à la poursuite du travail de la CVJR en général et, en particulier, qu'une approche sensible au genre soit adoptée afin de réaliser ce travail.

Autre conclusion importante : bien qu'elles soient quasiment absentes des mécanismes définis par l'Accord d'Alger, les femmes jouent des rôles essentiels dans les *mécanismes locaux de résolution des conflits* au sein de leurs communautés. Malgré cela, les contributions qu'elles apportent à ces mécanismes locaux sont souvent circonstancielles et irrégulières. C'est notamment le cas des mécanismes traditionnels de gestion des conflits (sans toutefois se limiter à cet exemple). Il est donc primordial que des structures soient mises en place afin de garantir que les préoccupations et l'expertise des femmes à l'échelle locale soient représentées et intégrées aux discussions à l'échelle nationale.

Nous constatons que la participation des femmes résulte souvent de la *souplesse des pratiques existantes* en matière de résolution des conflits, ce qui met en évidence un problème : d'une part, la souplesse des pratiques actuelles permet aux femmes de participer et d'apporter leur contribution dans certaines circonstances. Mais, d'autre part, cette souplesse favorise également la hausse d'une tendance consistant à solliciter les systèmes et les acteurs traditionnels de la résolution des conflits, qui n'encouragent pas nécessairement les droits des femmes ou leur participation.

Par ailleurs, nous avons identifié *certaines normes et pratiques traditionnelles et religieuses* qui définissent la place des femmes dans la société et qui, dans certains cas, sont perçues comme un obstacle à la participation des femmes. Ceci implique notamment que la participation des femmes reçoit peu de soutien de la part des chefs traditionnels et religieux et des membres de leurs familles. Le fait d'accorder une attention toute particulière au rôle joué par ces acteurs peut avoir un impact positif sur les options permettant de favoriser la participation significative des femmes aux processus de paix et de réconciliation.

Du reste, nos conclusions démontrent *l'importance des rôles sexospécifiques* vis-à-vis des conflits et de la paix. Étant donné que les femmes peuvent aussi bien être parties prenantes à un conflit qu'œuvrer en faveur de la paix au sein de leurs communautés, il est essentiel de les inclure afin de garantir le caractère durable des processus de paix et de réconciliation. Par ailleurs, il est important d'encourager les identités et les comportements non violents, tant chez les femmes que chez les hommes. Cela concerne notamment la construction de masculinités non violentes et la sensibilisation des hommes aux multiples rôles qu'ils peuvent jouer afin de favoriser la paix au sein des foyers et des communautés.

Du moment que les inégalités de genre et les rôles que jouent les femmes dans la société conditionnent la participation significative des femmes à un niveau plus élémentaire, nous recommandons que le soutien apporté aux actions de sensibilisation et à la promotion des attitudes positives vis-à-vis de la participation des femmes fasse partie d'un *processus à long terme visant à accroître l'égalité des genres* et à garantir une plus grande participation des femmes au sein des mécanismes formels des processus de paix.

Il est clair qu'un grand nombre d'associations et d'organisations œuvrant à l'échelle locale, régionale, nationale et internationale encouragent la participation des femmes au travers de diverses initiatives. L'existence d'associations et de réseaux qui travaillent déjà dans ce domaine constitue clairement une occasion à saisir. D'après les répondants, *l'autonomisation des femmes* est également un facteur à même d'aider à encourager leur participation. Ils ont effectivement insisté sur le fait que l'éducation, le renforcement des capacités et les actions de sensibilisation peuvent apporter une contribution positive à cet égard.

Qui plus est, notre analyse révèle des *connaissances limitées* en ce qui concerne le processus de paix et de réconciliation en cours. De fait, ces lacunes devraient être comblées. Tant chez les femmes que chez les hommes, le manque de connaissances des cadres juridiques et politiques nationaux et internationaux qui encouragent les droits des femmes représente un obstacle à la participation des femmes.

Nous constatons que les connaissances de la *résolution 1325* et du PAN 1325 qui lui est associé sont particulièrement insuffisantes, et qu'il existe un écart en matière de diffusion et de mise en œuvre du PAN 1325 entre l'échelle nationale et l'échelle locale. Les actions visant à encourager la diffusion et la mise en œuvre du PAN 1325 à l'échelle locale devraient être multipliées en organisant des formations, des sessions de renforcement des capacités et des campagnes d'information à l'échelle locale.

Nous recommandons par ailleurs la création d'une *structure de mise en œuvre décentralisée* dont la mission serait d'encourager la participation des femmes et la mise en œuvre du PAN 1325 à l'échelle locale. À cet égard, il est important de créer des structures visant à garantir que les préoccupations et l'expertise des femmes à l'échelle locale sont représentées et intégrées aux discussions à l'échelle nationale. Ce sera, par exemple, un aspect essentiel du travail du tout nouveau forum consultatif des femmes.

Une préoccupation connexe est la nécessité que les *initiatives de formation* soient bien adaptées aux besoins et aux réalités du milieu local, ciblant les hommes aussi bien que les femmes, ainsi que les différents groupes de femmes. Selon les participants aux groupes de discussion, il s'agit d'un prérequis à la participation significative des femmes aux processus de paix et de réconciliation.

Enfin, *l'écart entre les différents groupes de femmes maliennes* est une dernière préoccupation dont tous les groupes de discussion ont parlé à maintes reprises. Les répondants ont régulièrement fait

remarquer que les femmes qui ne sont pas membres actives d'associations et d'organisations, qui ne sont pas fonctionnaires, ou qui n'appartiennent pas à l'élite sociale, sont souvent celles qui ne participent pas aux formations, aux initiatives de renforcement des capacités et, de manière plus générale, aux processus de paix et de réconciliation.

Sur la base des résultats que nous avons obtenus, les pages suivantes proposent une série de recommandations visant à faire la lumière sur les points d'entrée qui pourront être utilisés à l'avenir dans le domaine de la participation des femmes aux processus de paix et de réconciliation au Mali.

## **Encadré 2. Recommandations visant à renforcer la participation significative des femmes aux processus de paix et de réconciliation au Mali :**

### *L'Accord d'Alger et ses mécanismes :*

- Encourager la diffusion des connaissances relatives à l'accord de paix et à ses mécanismes de mise en œuvre ;
- Réduire l'écart de connaissances entre les hommes et les femmes, et entre les différents groupes de femmes, au sujet de l'accord de paix et de ses mécanismes de mise en œuvre ;
- Adopter une perspective de genre afin d'identifier différentes manières de diffuser l'information auprès des hommes et des femmes, en envisageant, par exemple, des lieux alternatifs (comme les *tontines*) pour communiquer avec les femmes « ordinaires » au moment de diffuser des informations relatives à l'accord de paix ;
- Soutenir la continuation du travail de la CVJR en général et, en particulier, l'adoption d'une approche sensible au genre pour le réaliser. Il s'agirait notamment de développer une expertise en matière de genre au sein de la commission et/ou d'encourager la formation de ses membres ; et
- Encourager la création de structures afin de garantir que les préoccupations et l'expertise des femmes à l'échelle locale sont représentées et intégrées aux discussions à l'échelle nationale.

### *Le PAN 1325 :*

- Favoriser la diffusion et la mise en œuvre du PAN 1325 à l'échelle locale en organisant des formations, des sessions de renforcement des capacités et des campagnes d'information ;
- Encourager la mise en place d'une structure de mise en œuvre décentralisée afin de promouvoir la participation des femmes et la mise en œuvre du PAN 1325 à l'échelle locale ; et
- Créer des structures visant à garantir que les préoccupations et l'expertise des femmes à l'échelle locale sont représentées et intégrées aux discussions à l'échelle nationale, au niveau du forum consultatif des femmes par exemple.

### *Formation et renforcement des capacités :*

- Proposer un programme de formation inclusif et adapté visant à renforcer les capacités des femmes pour qu'elles participent de manière significative aux processus de paix et de réconciliation à l'échelle locale et nationale ;

- Cibler tout particulièrement les femmes qui n'appartiennent pas à une association, à une organisation ou à l'élite sociale ;
- Encourager les initiatives de formation et de renforcement des capacités sur la résolution 1325, sur les compétences et pratiques de la résolution des conflits, ainsi que sur le contenu de l'accord de paix ;
- Garantir que les initiatives de formation et de renforcement des capacités ciblent aussi bien les femmes que les hommes, ainsi que les différents groupes de femmes ; et
- Faire en sorte que les initiatives de formation soient adaptées aux besoins et aux réalités du milieu local.

#### *Autonomisation des femmes :*

- Promouvoir la reconnaissance du fait que les femmes peuvent influencer les dynamiques de conflits et que leur participation est un prérequis à la durabilité des processus de paix et de réconciliation, par exemple au travers de campagnes de sensibilisation et d'information et de la documentation des meilleures pratiques ;
- Encourager les femmes à prendre conscience des contributions qu'elles peuvent apporter à la paix et à la réconciliation au sein de leurs communautés en revalorisant et en soutenant les rôles des femmes en matière de prévention, médiation et résolution des conflits ;
- Favoriser l'autonomisation des femmes par l'éducation et l'autonomisation économique, à l'abri de la violence ;
- Soutenir les activités de mise en réseau et les initiatives de renforcement des capacités des organisations afin de consolider les associations et réseaux féminins et de surmonter les obstacles à la participation des femmes ;
- Faire en sorte que les campagnes de sensibilisation, le plaidoyer et les formations touchent tous les groupes de femmes ;
- Accroître la connaissance qu'ont les hommes et les femmes — et tous les groupes de femmes — des cadres juridiques et normatifs relatifs aux droits des femmes ;
- Promouvoir les réformes juridiques visant à soutenir et respecter les droits des femmes reconnus par le droit international ; et
- Encourager l'autonomisation des femmes et les réseaux féminins dans le cadre d'un processus plus long visant à favoriser l'égalité des genres.

#### *Cibler les hommes ainsi que les autorités traditionnelles/religieuses :*

- Recruter un large éventail d'acteurs dans le but d'impliquer les femmes de manière proactive dans les processus de paix et de réconciliation ;
- Donner aux hommes les moyens de soutenir la participation des femmes grâce à des actions de sensibilisation et d'apprentissage consacrées aux textes et instruments pertinents en matière de droits des femmes ;
- Encourager les identités et les comportements non violents, tant chez les femmes que chez les hommes, et notamment la construction de masculinités non violentes et la sensibilisation aux divers rôles que les hommes peuvent jouer afin de cultiver davantage la paix au sein des familles et des communautés ;
- Cibler les autorités traditionnelles et religieuses, qui peuvent aider à faciliter la participation des femmes aux processus de paix et de réconciliation, par le biais d'initiatives encourageant la participation des femmes ; et
- Envisager les autorités traditionnelles et religieuses comme des partenaires dans le cadre d'un dialogue constructif et inclusif, en soulignant les avantages liés à l'inclusion des femmes pour l'ensemble de la société.



*Sensibilité culturelle :*

- Prendre en compte la nature des mécanismes locaux de résolution de conflits, ainsi que les pratiques culturelles locales, lors de la mise en œuvre de programmes visant à encourager la participation des femmes aux processus de paix et de réconciliation ;
- Tirer parti de la souplesse des pratiques locales pouvant faciliter la participation des femmes et, dans le même temps, s'efforcer de garantir que les femmes aient accès à des mécanismes de justice et de résolution de conflits non discriminants ; et
- Combattre certaines normes et pratiques selon lesquelles les femmes ne devraient pas participer aux affaires publiques, et lutter contre les comportements (vis-à-vis des rôles des femmes dans la société) qui font obstacle à la participation significative des femmes, grâce à des activités de sensibilisation par exemple.

# Bibliographie

Association de coopération et de recherche pour le développement (ACORD) (2016). Étude sur la participation des femmes dans la gestion des conflits et la consolidation de la paix au Mali. ACORD & ONU Femmes.

Boutellis, A., & Zahar, M. J. (2017). A process in search of peace: Lessons from the inter-Malian agreement. International Peace Institute (IPI).

Central Intelligence Agency (CIA) (2019) The World Factbook: Mali. Washington DC: Central Intelligence Agency.

Centre d'études internationales diplomatiques, économiques et stratégiques (CEIDES) (2017). Séminaire régional pour la prévention de l'extrémisme violent en Afrique centrale et dans le bassin du lac Tchad. Rapport final.

Cour africaine des droits de l'Homme et des peuples (CADHP) (2018). App. N° 046/2016 - APDF & IHRDA v République du Mali.

Cour pénale internationale (CPI) (2013). Article 53.1 Rapport sur la situation au Mali.

Diallo, A. (2009). Women in the back seat in Malian citizenship. In Schlyter, A. (dir.) Body Politics and Women Citizens: African Experiences. Stockholm: Sida. Sida Studies n° 24 : pp. 115-124.

Fink, N. C; Zeiger, S. & R. Bhulai (2016). A Man's World? Exploring the Roles of Women in Counter Terrorism and Violent Extremism. New York: Global Center on Cooperative Security.

Hamilton, L., & Aly, D. (2003). Genre et gestion des conflits liés aux ressources naturelles à Nioro du Sahel. Mali. Dossier n° 116, IIED. Mars.

International Crisis Group (ICG) (2019). Centre du Mali : enrayer le nettoyage ethnique.

Lackenbauer, H; Lindell, M. T. & Ingerstad, G. (2016). "If Our Men Won't Fight We Will" A Gendered Analysis of the Armed Conflict in Northern Mali. Stockholm: Swedish Defense Research Agency (FOI).

Lorentzen, J. (2017). Women and the Peace Process in Mali. GPS Policy Brief. Peace Research Institute Oslo (PRIO).

ONU Femmes (2018). Women's Meaningful Participation in Negotiating Peace and the Implementation of Peace Agreements: Report from the Expert Group Meeting. New York : Organisation des Nations unies.

Organisations des Nations unies (2000). Résolution 1325 (2000). New York : Organisation des Nations unies.

----- (2018). Rapport du Secrétaire général sur la situation au Mali (S/2018/866). New York : Organisation des Nations unies.

**République du Mali (À paraître).** Plan d'Action National pour la mise en œuvre de la Résolution 1325 et des résolutions connexes du Conseil de sécurité des Nations unies sur l'agenda Femmes, paix et sécurité (2019-2023) au Mali.

**Sadiki, J. J. P. (2008).** *La femme dans la gestion des conflits en Afrique précoloniale*. Éditions L'Harmattan.

**Soares, B. F. (2009).** The attempt to reform family law in Mali. *Die Welt des Islams*, 49 (3-4), pp. 398-428.

**Stockholm International Peace Research Institute (2019).** Livre Blanc de la société civile pour la paix et la sécurité au Mali. Stockholm International Peace Research Institute (SIPRI).

# Annexe I : Guide d'animation du groupe de discussion

## **1. Dans votre communauté, quels sont les mécanismes de gestion des conflits et de la réconciliation ?**

*Questions de suivi :*

- Comment les femmes sont-elles impliquées dans ces activités ?
- Qui soutient la participation des femmes ?

## **2. Parlez-nous un peu de la participation des femmes dans le processus de paix.**

*Questions de suivi :*

- Les femmes étant les premières victimes de la crise, que faut-il faire pour promouvoir et renforcer leur participation aux processus de paix ? (Et qui va le faire ?)
- Qui soutient la participation des femmes ?

## **3. Quels mécanismes de mise en œuvre de l'accord de paix connaissez-vous dans votre région/commune ?**

*Questions de suivi :*

- Comment les femmes sont-elles impliquées dans ces mécanismes ?
- Les hommes et les femmes ont-ils des stratégies différentes pour influencer ?
- Qui soutient la participation des femmes ?

## **4. Certains sont-ils réticents vis-à-vis de la participation significative des femmes ?**

*Questions de suivi :*

- Si oui, comment expliquez-vous les raisons expliquant cette réticence ?
- Comment cela peut-il changer ?
- Que peuvent faire les femmes/hommes pour soutenir la participation des femmes ?

## **5. Avez-vous connaissance des instruments juridiques (nationaux et internationaux) susceptibles de promouvoir la participation des femmes ?**

*Questions de suivi :*

- Connaissez-vous la résolution 1325 de l'ONU ?
- Avez-vous une idée de son degré d'application, notamment en rapport avec les processus de paix ?

## **6. Que faut-il faire dans votre communauté pour favoriser la paix et la réconciliation ?**

*Questions de suivi :*

- Que souhaitez-vous changer ?
- Quels sont les rôles des femmes dans ce domaine ?
- Le retard accusé par les processus de paix : la situation peut-elle s'améliorer si on implique les femmes ?
- Quels sont les éléments considérés comme essentiels pour favoriser une paix durable ?

## Annexe 2 : Liste des participants aux groupes de discussion

Ségou — Femmes			
#	Fonction	Structure	Tranche d'âge
1	Membre d'une association	CAFO	40-50
2	Ménagère	Famille	35-40
3	Enseignante	École publique	35-40
4	Membre d'une association	CAFO	30-40
5	Agricultrice	Secteur privé	40-50
6	Commerçante	Secteur privé	30-40
7	Ménagère	Famille	30-40
8	Membre d'une association	Conseil régional de la jeunesse	15-35
9	Membre d'une association	Conseil régional de la jeunesse	15-35
10	Communicatrice	RECOTRADE	40-50
11	Enseignante coranique	Mederssa A	30-40

Ségou — Hommes			
#	Fonction	Structure	Tranche d'âge
1	Président local	Conseil régional de la jeunesse	15-35
2	Cadre pionnier	Pionnier Mali	15-35
3	Carreleur	Secteur privé	30-40
4	Commerçant	Marché de Ségou	40-50
5	Commerçant	Marché de Ségou	40-60
6	Chef de famille	Famille	45-55
7	Enseignant	Lycée Ségou	30-40
8	Enseignant	École fondamentale Ségou	30-40
9	Communicateur traditionnel	RECOTRADE	40-50
10	Membre d'une association	Union des jeunes musulmans	15-35
11	Chef de famille	Famille	50-60

Mopti — Femmes			
#	Fonction	Structure	Tranche d'âge
1	Directrice	Service local maison de la femme	40-50
2	Commerçante	Marché de Mopti et Ségou	40-50

3	Stagiaire	Maison de la femme	40-50
4	Animatrice de projet	Radio Faïda Guinda	35-45
5	Membre d'une association	Conseil communal de la jeunesse	15-35
6	Membre d'une association	Conseil communal de la jeunesse	15-35
7	Élue locale à la mairie	Mairie	40-50
8	Membre d'une association	Association pour le progrès et la défense des droits des femmes (APDF)	35-45
9	Membre d'une association	CAFO (Bureau Mopti)	40-50
10	Membre d'une association	Association des femmes leaders de Mopti	15-35
11	Ménagère	Famille	30-45

**Mopti — Hommes**

#	Fonction	Structure	Tranche d'âge
1	Chef de village de Mopti	Chefferie	50-60
2	Agent de santé	Hôpital de Mopti	30-40
3	Membre d'une association	Conseil régional de la jeunesse	15-35
4	Membre d'une association	Conseil régional de la jeunesse	15-35
5	Membre d'une association	Conseil communal de la jeunesse	15-35
6	Enseignant	Lycée Hamadou Dicko	30-40
7	Technicien en bâtiment	Secteur privé	30-40
8	Agent ONG	ONG nationale	30-40
9	Menuisier	Secteur privé	35-45
10	Commerçant	Secteur privé	30-40
11	Bijoutier	Secteur privé	30-40

**Tombouctou — Femmes**

#	Fonction	Structure	Tranche d'âge
1	Membre d'une association	Association Gouma-tiéré	15-35
2	Membre d'une association	Association TAMALA	30-40
3	Ménagère	Famille	30-40
4	Ménagère	Famille	30-40
5	Membre d'une association	Association NAFAYAYA	15-35
6	Membre d'une association	Association RPPM	30-40
7	Ménagère	Famille	30-40
8	Membre d'une association	RDDM	40-50
9	Ménagère	Famille	30-40
10	Artisane	Secteur privé	40-50

Tombouctou — Hommes			
#	Fonction	Structure	Tranche d'âge
1	Membre d'une association	Association NAFA-HAYA	15-35
2	Membre d'une association	AJTS pour la paix	15-35
3	Membre d'une association	Association NAFA-HAYA	30-40
4	Membre d'une association	Association des jeunes Touareg pour la paix	15-35
5	Membre d'une association	Association kaninothendi	30-40
6	Membre d'une association	Association Annana	30-40
7	Membre d'une association	Association Anoura	30-40
8	Membre d'une association	AJDE Tombouctou	15-35
9	Réparateur de moto	Secteur privé	30-40
10	Ancien guide touristique	Secteur privé	40-50

---

# Participation des femmes aux processus de paix et de réconciliation au Mali

*Points de vue des citoyennes et des citoyens de Ségou, Mopti et Tombouctou*

---

Ce rapport présente les conclusions d'une étude consacrée à la participation des femmes aux processus de paix et de réconciliation déjà en cours au Mali. Celles-ci reposent essentiellement sur une série d'entretiens menés avec des hommes et des femmes rassemblés en groupes de discussion. Tous les entretiens ont été conduits à Ségou et à Mopti dans le centre du Mali, ainsi qu'à Tombouctou dans le nord du Mali, au mois de décembre 2018.

Ces entretiens avaient pour objectif d'identifier les facteurs concrets qui favorisent et/ou réduisent les chances qu'ont les femmes de participer de manière significative aux processus de paix et de réconciliation au Mali. Selon nos conclusions, il est nécessaire de prendre en compte les spécificités des processus de paix et de réconciliation en cours au Mali, ainsi que certaines conditions plus élémentaires liées aux inégalités de genre dans le pays.

Une importante conclusion de cette étude est que les femmes jouent un rôle capital en matière de résolution et gestion des conflits à l'échelle locale, bien qu'elles soient quasiment absentes des mécanismes de mise en œuvre de l'Accord d'Alger. Il est donc primordial que des structures soient mises en place afin de garantir que les préoccupations et l'expertise des femmes à l'échelle locale soient représentées et intégrées aux discussions à l'échelle nationale.

---

Jenny Lorentzen

Nana Alassane Toure

Bassirou Gaye

